



Rapport N° 45

4 février 2013

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2070.10 Xavier Ganioz/Christa Mutter – Formation professionnelle également accessible aux jeunes sans-papiers

1. Introduction

1.1. Le postulat

Par postulat déposé et développé le 17 mars 2010, les députés Xavier Ganioz et Christa Mutter ainsi que 33 cosignataires demandent au Conseil d'Etat d'évaluer les moyens de garantir l'application du droit à l'éducation également aux jeunes sans statut légal. Pour ce droit à l'éducation, ils se réfèrent à l'article 19 de la Constitution fédérale, à l'article 28 de la Convention des droits de l'enfant de l'ONU et aux articles 18 et 34 de la Constitution cantonale.

Les signataires requièrent en particulier du Conseil d'Etat des informations sur le nombre d'élèves sans statut légal dans les écoles obligatoires du canton, sur les possibilités de faciliter l'accès des jeunes sans papiers dans les degrés de formation du secondaire II ainsi que sur les solutions pour offrir des places d'apprentissage professionnelles aux jeunes sans-papiers.

Dans sa réponse du 24 août 2010, le Conseil d'Etat a notamment relevé que l'accès à l'apprentissage pour les jeunes sans-papiers relevait du droit fédéral. Il a constaté que cette réglementation avait fait l'objet de plusieurs interventions parlementaires aux Chambres fédérales afin de les légaliser (Motion Barthassat 08.3616; Motion Hodgers 09.4236). Cela dit, il a déclaré être disposé à procéder à un compte rendu de la situation des jeunes sans-papiers en lien avec la formation dans le canton de Fribourg.

La prise en considération du postulat 2070.10 a été débattue par le Grand Conseil le 7 octobre 2010. Au vote, 57 personnes se sont prononcées en faveur de la prise en considération du postulat, 33 s'y sont opposées et 4 se sont abstenues.

1.2. Définition du terme «sans-papiers»

Selon l'administration fédérale, les termes «sans-papiers» ou «personnes sans statut légal» désignent des étrangers qui séjournent en Suisse sans y être autorisés; cette définition ne concerne pas l'absence de papiers d'identité comme tels. Entrées sur le territoire suisse sans être contrôlées ou avec de faux documents, ces personnes n'ont jamais possédé de droit de séjour ou sont restées illégalement en Suisse après un

séjour régulier (malgré l'échéance d'un visa, la non-prolongation d'une autorisation de séjour ou le rejet d'une demande d'asile entré en force). Cela dit, elles exercent souvent une activité lucrative.

1.3. Les sans-papiers en Suisse

Selon une étude réalisée par l'institut de recherche «gfs.bern» sur mandat de l'Office fédéral des migrations, quelques 90 000 personnes vivaient en Suisse en 2005 sans autorisation de séjour¹. Compte tenu des flux migratoires, ce nombre n'a vraisemblablement pas diminué depuis lors. Ladite étude relève que les sans-papiers se répartissent sur tout le territoire suisse et que la plupart d'entre eux ont des emplois précaires dans des secteurs à bas salaires. Elle constate par ailleurs que seul un nombre restreint de sans-papiers tombe dans la criminalité et que la politique d'asile pratiquée n'a guère d'effet sur leur nombre.

Il est toutefois très difficile de chiffrer la proportion d'étrangers en situation irrégulière en Suisse étant donné le caractère inconnu de leur situation. Le nombre de sans-papiers n'est qu'une estimation. Il en va de même de leur origine et de leur contexte de vie. Il n'y a ainsi aucun chiffre officiel sur le nombre effectif de personnes qui séjournent en Suisse sans titre de séjour.

1.4. Les jeunes sans-papiers

Ce qui vient d'être relevé vaut également pour les jeunes sans-papiers: il est impossible de savoir combien ils sont exactement en Suisse. Ce constat est également valable pour le canton de Fribourg et il n'y a aucune statistique sur le nombre d'élèves sans statut légal dans les écoles du canton.

Cela dit, selon un rapport de l'Initiative des villes² – qui cite une estimation de «gfs.bern» de 2005 – 10 000 jeunes vivaient en Suisse, en 2004, sans titre de séjour. Cette dernière étude

¹ Etude citée dans le commentaire de l'adaptation de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) en raison de la mise en œuvre de la motion Barthassat (08.3616) «Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans-papiers»; décembre 2012.

² Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans statut légal en Suisse, rapport de l'Initiative des villes, juillet 2010.

constate qu'entre 300 et 500 jeunes sans papiers finissent l'école obligatoire chaque année et seraient en principe en mesure de commencer un apprentissage.

En se référant aux statistiques suisses de l'éducation, le rapport de l'initiative des villes estime ainsi qu'environ 200 à 400 jeunes sans-papiers souhaiteraient commencer un apprentissage, ce qui représente entre 0,25% et 0,5% des quelques 80 000 contrats d'apprentissage conclus chaque année en Suisse.

Le présent rapport examine la situation des jeunes sans-papiers, en particulier d'un point de vue juridique, en tenant compte de l'adaptation récente par le Conseil fédéral de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) en raison de l'adoption par les Chambres fédérales de la motion Barthassat (08.3616) «Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans-papiers». Il prend également en considération la situation des jeunes sans-papiers en lien avec les autres formations post-obligatoires.

2. Situation juridique des jeunes sans-papiers

2.1. Dispositions relatives à l'enseignement de base

Les articles 19 et 62 al. 2 de la Constitution fédérale, l'article 28 al. 1 let. a de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, ratifiée par la Suisse en 1997, ainsi que l'article 13 al. 2 let. a du Pacte I de l'ONU instituent un droit à un enseignement de base suffisant et gratuit pour tous les enfants. Cette garantie peut aussi être invoquée pour des enfants de nationalité étrangère, indépendamment de leur statut de résidence ou de celui de leurs parents.

Sur le plan cantonal, l'article 18 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 garantit expressément aux enfants le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit. La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire) concrétise ce principe en relevant que tout enfant en âge de scolarité obligatoire a le droit de recevoir un enseignement qui correspond à son âge et à ses aptitudes (article 33 al. 1).

La priorité est dès lors donnée à l'instruction de base des enfants indépendamment de leur statut du point de vue de la police des étrangers.

En ce qui concerne la scolarisation des enfants sans statut légal, il y a lieu également de se référer aux recommandations émises en 1991 par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Ces recommandations réaffirment le principe selon lequel tous les enfants étrangers vivant en Suisse sont à intégrer dans les écoles publiques et que toute discrimination doit être évitée.

2.2. L'appréciation des cas dits de rigueur

La législation fédérale sur les étrangers prévoit par ailleurs qu'une autorisation de séjour peut être accordée pour tenir compte des cas individuels d'une extrême gravité. Les sans-papiers peuvent ainsi légaliser leur situation en se réclamant de cette réglementation sur les cas de rigueur. Les demandes doivent être déposées auprès des offices cantonaux de la migration (pour le canton de Fribourg: Service de la population et des migrants). Si l'autorité cantonale juge qu'elle est en présence d'un cas individuel d'une extrême gravité elle doit soumettre le dossier par conséquent à l'attention de l'ODM pour approbation.

L'article 31 al. 1 de l'ordonnance du 24 octobre 2007 relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA; RS 142.201) liste les critères à considérer lors de l'appréciation de telles demandes. Sont notamment déterminants l'intégration du requérant, le respect de l'ordre juridique suisse, la situation familiale et financière, la volonté de prendre part à la vie économique et d'acquérir une formation, la durée de la présence en Suisse, l'état de santé et les possibilités de réintégration dans l'Etat de provenance.

2.3. La modification de l'OASA

A la suite de l'adoption par les Chambres fédérales de la motion Barthassat (08.3616) «Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans statut légal», le Conseil fédéral a adopté, le 7 décembre 2012, la modification de l'ordonnance qui règle les conditions d'accès à un apprentissage pour les jeunes sans-papiers.

L'OASA prévoit désormais que les jeunes étrangers bien intégrés pourront obtenir une autorisation de séjour en vue d'effectuer une formation professionnelle initiale en Suisse. L'OASA règle aussi la prolongation de l'autorisation de séjour à l'achèvement de la formation professionnelle initiale et la délivrance d'autorisations de séjour pour cas de rigueur aux parents ainsi qu'aux frères et sœurs de la personne en formation.

Pour pouvoir suivre une formation professionnelle initiale, les jeunes sans-papiers devront bien maîtriser une langue nationale et respecter l'ordre juridique suisse. Ils devront également avoir suivi la scolarité obligatoire en Suisse pendant au moins cinq ans. La participation à des offres de formation transitoire purement théorique sera également prise en compte dans le calcul de cette période de cinq ans.

Les jeunes sans-papiers auront ainsi la possibilité de déposer une demande d'autorisation de séjour dans les douze mois qui suivent la fin de la scolarité obligatoire.

3. Conséquences de l'évolution du droit fédéral

3.1. Du point de vue de l'apprentissage des jeunes sans-papiers

La modification de l'OASA qui permet désormais aux sans-papiers bien intégrés d'accéder à une formation professionnelle, entrera en vigueur le 1^{er} février 2013. Le Service de la population et des migrants, en tant qu'autorité compétente sur le plan cantonal, appliquera ainsi ces nouvelles dispositions de droit fédéral pour les sans-papiers qui en feront la demande.

Cette évolution répond ainsi aux préoccupations des postulants en termes d'accès à l'apprentissage pour les jeunes sans-papiers.

3.2. Du point de vue des autres formations post-obligatoires (secondaire II) des jeunes sans-papiers

L'adaptation de l'OASA ne vise pas directement l'accès aux formations post-obligatoires (secondaire II) des jeunes sans papiers. Le commentaire y relatif ¹ met toutefois en évidence un fait important en lien avec cette problématique: si la formation professionnelle est une activité lucrative qui nécessite absolument une autorisation de séjour valable pour pouvoir y accéder (titre de séjour valable au moment de la signature du contrat d'apprentissage), tel n'est pas le cas pour les autres formations post-obligatoires (gymnase, écoles des métiers, autres écoles du secondaire II). Certains cantons se réfèrent même expressément à la circulaire de la CDIP de 1991 et renoncent à faire une distinction entre les formations scolaires et post-obligatoires.

S'agissant du canton de Fribourg, les rares cas détectés de jeunes sans statut légal qui ont accédé à une formation de niveau secondaire II ont été régularisés. Il a en effet toujours été reconnu qu'une formation solide était la meilleure base pour permettre à ces jeunes de jouir ultérieurement de l'indépendance économique nécessaire.

Ainsi, sur la base d'une approche pragmatique, le Service de la population et des migrants – lorsqu'il a été confronté à des situations pour lesquelles un règlement est envisagé, soit immédiatement, soit après un certain laps de temps légalement indispensable – s'est toujours montré disposé à permettre à ces jeunes sans-papiers de poursuivre une formation post-obligatoire, et ce malgré leur statut précaire, afin qu'ils ne soient pas préterités.

Cette solution pragmatique est suivie par bon nombre de cantons et a largement fait ses preuves.

4. Conclusion

Le Conseil d'Etat constate que le droit fédéral permet désormais aux jeunes sans-papiers bien intégrés d'accéder à une formation professionnelle. Dans les faits et sur la base d'une approche pragmatique, l'accès aux autres formations post-obligatoires est également assuré aux jeunes sans-papiers bien intégrés. L'objectif d'assurer une formation à tous les écoliers terminant leur école obligatoire en Suisse, sans aucune discrimination, est ainsi désormais rempli avec la modification de l'OASA.

En conclusion, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

¹ Commentaire de l'adaptation de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA) en raison de la mise en œuvre de la motion Barthassat (08.3616) «Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans-papiers»; décembre 2012, ch. 2.2 et 4.1.



Bericht Nr. 45

4. Februar 2013

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2070.10 Xavier Ganiot/Christa Mutter – über die Berufsausbildung auch für junge Sans-Papiers

1. Einleitung

1.1. Das Postulat

Mit einem am 17. März 2010 eingereichten und begründeten Postulat forderten die Grossräte Xavier Ganiot und Christa Mutter sowie 33 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, zu prüfen, wie Jugendlichen ohne gesetzlichen Status das Recht auf Bildung zugesichert werden kann. Sie beriefen sich diesbezüglich auf Artikel 19 der Bundesverfassung, auf Artikel 28 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes der UNO sowie auf die Artikel 18 und 34 der Kantonsverfassung.

Die Unterzeichnenden verlangten vom Staatsrat insbesondere Informationen über die Zahl der Schülerinnen und Schüler ohne gesetzlichen Status in den obligatorischen Schulen des Kantons sowie über die Möglichkeiten, den jugendlichen Sans-Papiers den Zugang zu den Schulen der Sekundarstufe II zu erleichtern und ihnen Lehrstellen anzubieten.

In seiner Antwort vom 24. August 2010 betonte der Staatsrat insbesondere, dass der Zugang zu einer Berufslehre für jugendliche Sans-Papiers in die Zuständigkeit des Bundes fällt. Weiter hielt er fest, dass zu diesen gesetzlichen Regelungen in den eidgenössischen Räten mehrere Vorstösse für eine Legalisierung eingereicht wurden (Motion Barthassat 08.3616; Motion Hodgers 09.4236). Trotzdem erklärte sich der Staatsrat bereit, dem Grossen Rat einen Bericht über die Situation der jugendlichen Sans-Papiers im Kanton Freiburg in Bezug auf ihre Ausbildung vorzulegen.

Die Beratung des Grossen Rates über die Erheblicherklärung des Postulats 2070.10 fand am 7. Oktober 2010 statt. 57 Abgeordnete stimmten für die Erheblicherklärung des Postulats, 33 stimmten dagegen und 3 enthielten sich der Stimme.

1.2. Definition des Begriffs «Sans-Papiers»

Mit den Begriff «Sans-papiers» oder «Personen ohne gesetzlichen Status» werden gemäss der Bundesverwaltung Ausländerinnen und Ausländer bezeichnet, die sich ohne eine entsprechende Aufenthaltsbewilligung in der Schweiz aufhalten. Es handelt sich dabei um Personen, die entweder unkontrolliert oder mit falschen Papieren eingereist sind

und nie ein Aufenthaltsrecht besessen haben, oder die nach einem ursprünglich rechtmässigen Aufenthalt rechtswidrig in der Schweiz verblieben sind (beispielsweise nach Ablauf des Visums, einer Nichtverlängerung der Aufenthaltsbewilligung oder einem rechtskräftig abgewiesenen Asylgesuch). Diese Personen gehen oft einer Erwerbstätigkeit nach.

1.3. Sans-Papiers in der Schweiz

Laut einer Studie des Forschungsinstituts «gfs.bern», die vom Bundesamt für Migration (BFM) in Auftrag gegeben wurde, lebten 2005 rund 90 000 Personen ohne Aufenthaltsbewilligung in der Schweiz¹. Angesichts der Migrationsströme ist diese Zahl seither wahrscheinlich nicht zurückgegangen. Die Studie zeigt auf, dass die Sans-Papiers auf die ganze Schweiz verteilt sind und die meisten von ihnen in prekären Arbeitsverhältnissen im Niedriglohnsektor arbeiten. Weiter wird festgehalten, dass nur eine geringe Anzahl an Sans-Papiers kriminell wird und dass die bisherige Asylpolitik die Menge der Sans-Papiers kaum beeinflusst.

Trotzdem ist die Zahl der Personen ohne geregelten Aufenthalt in der Schweiz sehr schwer zu beziffern, da über ihre Situation wenig bekannt ist. Die Zahl der Sans-Papiers ist deshalb nur eine Schätzung. Dasselbe gilt für ihre Herkunft und ihre Lebensbedingungen. Es gibt folglich keine offiziellen Daten über die tatsächliche Zahl der Personen, die sich ohne Aufenthaltsbewilligung in der Schweiz aufhalten.

1.4. Jugendliche Sans-Papiers

Was bisher gesagt wurde, gilt auch für die jugendlichen Sans-Papiers: Es ist unmöglich zu wissen, wie viele von ihnen genau in der Schweiz leben. Dies trifft auch auf den Kanton Freiburg zu und es gibt keine Statistik über die Zahl der Schülerinnen und Schüler ohne gesetzlichen Status in den Schulen des Kantons.

¹ Zitiert im Kommentar zur Anpassung der Verordnung über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE) aufgrund der Umsetzung der Motion Barthassat (08.3616) «Jugendlichen ohne gesetzlichen Status eine Berufslehre ermöglichen»; Dezember 2012.

Doch gemäss einem Bericht der Städteinitiative¹, der eine Schätzung des «gfs.bern» von 2005 zitiert, lebten im Jahr 2004 10 000 jugendliche Sans-Papiers in der Schweiz. Die Studie hält fest, dass pro Jahr zwischen 300 und 500 Jugendliche ohne geregelten Aufenthalt die obligatorische Schule abschliessen dürften und damit theoretisch in der Lage wären, eine Lehrstelle anzutreten.

Der Bericht der Städteinitiative schätzt zudem auf der Grundlage der schweizerischen Bildungsstatistik, dass jährlich zwischen 200 und 400 Sans-Papiers eine Lehrstelle antreten möchten, was 0,25–0,5 % der 80 000 Lehrverträge entspricht, die in der Schweiz jedes Jahr abgeschlossen werden.

Der vorliegende Bericht untersucht die Situation der jugendlichen Sans-Papiers, insbesondere aus rechtlicher Sicht. Dabei wird die jüngste Anpassung der Verordnung über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE) berücksichtigt, die der Bundesrat infolge der Annahme der Motion Barthassat (08.3616) «Jugendlichen ohne gesetzlichen Status eine Berufslehre ermöglichen» durch die eidgenössischen Räte vorgenommen hat. Er geht auch auf die Situation der jugendlichen Sans-Papiers in Bezug auf andere nachobligatorische Ausbildungen ein.

2. Die Rechtslage der jugendlichen Sans-Papiers

2.1. Bestimmungen über die Grundbildung

Artikel 19 und 62 Abs. 2 der Bundesverfassung, Artikel 28 Abs. 1 Bst. a des internationalen Übereinkommens über die Rechte des Kindes, das von der Schweiz im Jahr 1997 ratifiziert wurde, und Artikel 13 Abs. 2 Bst. a des Paktes I der UNO begründen einen Anspruch auf eine ausreichende und unentgeltliche Grundbildung für alle Kinder. Dieser Anspruch kann auch für Kinder ausländischer Staatsangehörigkeit geltend gemacht werden, unabhängig von ihrem Aufenthaltsstatus oder demjenigen ihrer Eltern.

Auf kantonaler Ebene gewährleistet Artikel 18 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 den Kindern ausdrücklich einen Anspruch auf ausreichenden und unentgeltlichen Grundschulunterricht. Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz) konkretisiert diesen Grundsatz, indem festgehalten wird, dass jedes schulpflichtige Kind das Recht auf einen Unterricht hat, der seinem Alter und seinen Fähigkeiten entspricht (Art. 33 Abs. 1).

Die Priorität liegt demnach bei der Ausbildung der Kinder und zwar unabhängig davon, welchen aufenthaltsrechtlichen Status sie haben.

In der Frage der Einschulung der Kinder ohne gesetzlichen Status sind die Empfehlungen der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) aus dem Jahr 1991 massgebend. Darin bekräftigt die EDK den Grundsatz, wonach alle in der Schweiz lebenden ausländischen Kinder in die öffentlichen Schulen zu integrieren und jegliche Diskriminierungen zu vermeiden sind.

2.2. Die Anerkennung sogenannter Härtefälle

Das eidgenössische Ausländerrecht sieht vor, dass in schwerwiegenden persönlichen Härtefällen eine Aufenthaltsbewilligung erteilt werden kann. Sans-Papiers können so ihren Aufenthalt legalisieren, indem sie sich auf die Regelung für Härtefälle berufen. Die entsprechenden Gesuche müssen bei den kantonalen Migrationsämtern eingereicht werden (im Kanton Freiburg: Amt für Bevölkerung und Migration). Wenn eine kantonale Behörde einen Fall als schwerwiegenden persönlichen Härtefall einstuft, muss sie die Akte danach dem BFM zur Genehmigung vorlegen.

In Artikel 31 Abs. 1 der Verordnung vom 24. Oktober 2007 über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE; SR 142.201) sind die Kriterien aufgelistet, die bei der Beurteilung solcher Gesuche zu berücksichtigen sind. Ausschlaggebend sind insbesondere die Integration der Gesuchstellerin oder des Gesuchstellers, die Respektierung der Schweizer Rechtsordnung, die Familien- und finanziellen Verhältnisse, der Wille zur Teilhabe am Wirtschaftsleben und zum Erwerb von Bildung, die Dauer der Anwesenheit in der Schweiz, der Gesundheitszustand und die Möglichkeiten für eine Wiedereingliederung im Herkunftsstaat.

2.3. Die Änderung der VZAE

Nach der Annahme der Motion Barthassat (08.3616) «Jugendlichen ohne gesetzlichen Status eine Berufslehre ermöglichen» durch die eidgenössischen Räte beschloss der Bundesrat am 7. Dezember 2012 die Änderung der Verordnung, welche die Bedingungen des Zugangs zu einer Berufslehre für jugendliche Sans-Papiers regelt.

Die VZAE sieht nun vor, dass gut integrierte jugendliche Ausländerinnen und Ausländer eine Aufenthaltsbewilligung erhalten können, um eine berufliche Grundbildung in der Schweiz zu absolvieren. Zudem regelt die VZAE die Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung bis zum Abschluss der beruflichen Grundbildung und die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen in Härtefällen an die Eltern und Geschwister der Lernenden.

Um eine berufliche Grundbildung absolvieren zu können, müssen die jugendlichen Sans-Papiers eine Landessprache beherrschen und die schweizerische Rechtsordnung respektieren. Ausserdem müssen sie während mindestens fünf Jahren die obligatorische Schule in der Schweiz besucht haben.

¹ Zugang von jugendlichen Sans Papiers zur Berufslehre in der Schweiz, Bericht der Städteinitiative, Juli 2010.

Die Teilnahme an Brückenangeboten rein theoretischer Natur wird ebenfalls an die Mindestdauer von fünf Jahren angerechnet.

Die jugendlichen Sans-Papiers können innerhalb von zwölf Monaten nach Beendigung der obligatorischen Schulzeit ein Gesuch um Erteilung einer Aufenthaltsbewilligung einreichen.

3. Auswirkungen der Entwicklung des Bundesrechts

3.1. Berufslehre für jugendliche Sans-Papiers

Die Änderung der VZAE, die gut integrierten jugendlichen Ausländerinnen und Ausländern nun den Zugang zu einer Berufsausbildung ermöglicht, tritt am 1. Februar 2013 in Kraft. Das auf Kantonsebene zuständige Amt für Bevölkerung und Migration wird die neuen bundesrechtlichen Bestimmungen des Bundesrechts bei den Sans-Papiers anwenden, die ein entsprechendes Gesuch stellen.

Mit der jüngsten Entwicklung erhalten die Verfasser des Postulats über den Zugang zur Berufslehre für jugendliche Sans-Papiers eine angemessene Antwort auf die geäußerte Besorgnis.

3.2. Andere nachobligatorische Ausbildungen (Sekundarstufe II) für jugendliche Sans-Papiers

Die Anpassung der VZAE zielt nicht direkt auf den Zugang der jugendlichen Sans-Papiers zu nachobligatorischen Ausbildungen (Sekundarstufe II) ab. Der entsprechende Kommentar¹ hebt in diesem Zusammenhang jedoch eine wichtige Tatsache hervor: Während die Berufsausbildung eine Erwerbstätigkeit ist, die auf jeden Fall eine gültige Aufenthaltsbewilligung erfordert (Ausländerausweis, der zum Zeitpunkt der Vertragsunterzeichnung gültig ist), trifft dies auf die anderen nachobligatorischen Ausbildungen (Gymnasium, Berufsfachschulen, andere Schulen der Sekundarstufe II) nicht zu. Einige Kantone beziehen sich sogar ausdrücklich auf das Rundschreiben der EDK von 1991 und unterscheiden nicht zwischen obligatorischer und nachobligatorischer Schulbildung.

Im Kanton Freiburg wurden die seltenen Fälle von Jugendlichen ohne gesetzlichen Status in einer Ausbildung auf Sekundarstufe II regularisiert. Man war sich denn auch immer einig, dass eine solide Ausbildung für solche Jugendliche die beste Grundlage bietet, um später die nötige wirtschaftliche Unabhängigkeit zu erlangen.

Das Amt für Bevölkerung und Migration zeigte sich somit in Situationen, für die unmittelbar oder nach einer bestimmten, rechtlich zwingenden Frist eine Regelung angestrebt wird, jeweils pragmatisch. Es war immer bereit, den jugendlichen Sans-Papiers trotz ihres prekären Aufenthaltsstatus eine nachobligatorische Ausbildung zu ermöglichen, damit sie nicht benachteiligt werden.

Diese pragmatische Lösung wird in zahlreichen Kantonen angewandt und hat sich weithin bewährt.

4. Schlussfolgerung

Der Staatsrat hält fest, dass das Bundesrecht gut integrierten jugendlichen Sans-Papiers nunmehr erlaubt, eine Berufsausbildung zu absolvieren. In der Praxis herrscht ein pragmatischer Ansatz vor und gut integrierte jugendliche Sans-Papiers erhalten auch Zugang zu anderen nachobligatorischen Ausbildungen. Das Ziel, allen Schülerinnen und Schülern, die die obligatorische Schule in der Schweiz abschliessen, ohne jegliche Diskriminierung eine Ausbildung zu garantieren, wurde also mit der Änderung der VZAE erreicht.

Abschliessend lädt der Staatsrat Sie ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

¹ Kommentar zur Anpassung der Verordnung über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE) aufgrund der Umsetzung der Motion Barthassat (08.3616) «Jugendlichen ohne gesetzlichen Status eine Berufslehre ermöglichen»; Dezember 2012, Kapitel 2.2 und 4.1.